

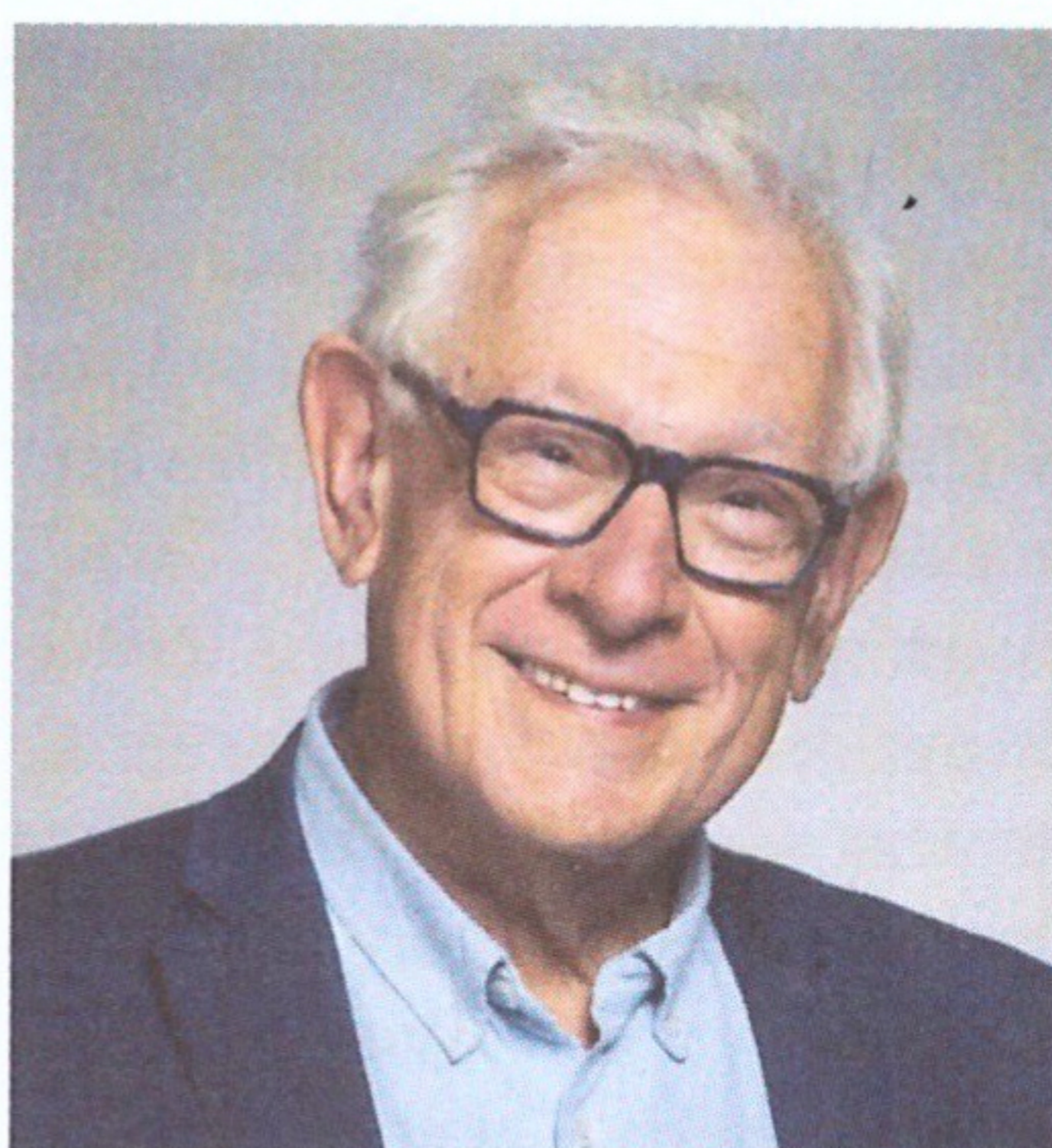
Pour celui qui a été l'un des inspirateurs d'une réforme de l'enseignement axée sur la pédagogie, la crise de l'autorité est moins celle de l'école que celle de la famille et de la société.

Philippe Meirieu

« Nos enfants sont très obéissants... aux injonctions publicitaires »

Le Point Votre *Dictionnaire inattendu de pédagogie* (2021) ne comporte pas d'entrée « Autorité ». Pourquoi ?

Philippe Meirieu C'est le parti pris de ce livre que d'aborder les questions éducatives de manière décalée, afin d'ouvrir des perspectives. S'agissant de l'autorité – essentielle, évidemment, pour les professeurs –, je souligne qu'il ne faut pas négliger certaines dimensions qui, sans tout résoudre, permettent d'avancer un peu. Il y a, d'abord, la question fondamentale des méthodes pédagogiques. Comme je le dis souvent à de jeunes collègues : « *N'organisez pas d'abord la discipline, organisez le travail.* » Une classe bien préparée, où le déroulement est inscrit au tableau, où les consignes sont clairement formulées, où les outils et les ressources sont identifiés et à portée des élèves, est une classe qui désamorçait d'emblée pas mal de problèmes dits d'autorité. Il y a aussi la façon dont la salle de classe est habitée : s'il y a, sur l'armoire, de vieilles photocopies et, au mur, des affiches déchirées, on invite l'élève à négliger de rendre son travail à



TRIAV/OPALE PHOTO

Philippe Meirieu est professeur émérite de l'université Lyon-II. Ancien conseiller du ministre de l'Éducation Claude Allègre, il a participé à la réforme des IUFM. Il est notamment l'auteur du *Dictionnaire inattendu de pédagogie* (ESF, 2021) et de *Qui veut encore des professeurs ?* (Seuil, 2023).

l'heure et de prendre soin de ses affaires. Enfin, si l'établissement est un hall de gare inhospitalier où on ne peut identifier des adultes de référence, on y agit comme dans un terrain vague...

Mais le fait que des élèves se permettent aujourd'hui d'attaquer physiquement leur professeur n'est-il pas le symptôme d'une crise grave ?

Si, bien sûr ! Et cela renvoie à des

questions éducatives qui ne sont pas seulement scolaires. Il y a avant tout, je crois, une crise de l'éducation familiale aujourd'hui : la fonction anthropologique des parents est de permettre à l'enfant d'assumer certaines frustrations – il ne peut pas toujours avoir satisfaction et les adultes ne peuvent être en permanence à son service – dès lors qu'en retour il est certain qu'on prendra bien soin de lui. Or ce couple « acceptation de la frustration/confiance dans l'adulte » est mis à mal. D'abord parce que la société susurre en permanence à nos enfants : « *Fais ton caprice, ça fait marcher le commerce !* » Ensuite, parce que, pour beaucoup de parents, le plus important n'est pas d'émanciper l'enfant des pulsions de son corps primaire, mais de se sentir aimés... au prix d'un abandon de toute frustration. Et puis il y a une dimension sociale : celui qui exerce l'autorité demande toujours de sacrifier des satisfactions immédiates au nom de satisfactions futures plus importantes. Si cette promesse est éventée, cela ne fonctionne pas.

C'est pourquoi la crise de l'autorité scolaire est d'abord une crise de la promesse scolaire : pourquoi sacrifier son plaisir immédiat si le travail scolaire est moins « rentable » que les trafics du quartier ? Tout cela produit des « enfants bolides », qui sont dans le passage à l'acte parce qu'ils ne tolèrent aucune entrave. Les professeurs sont les victimes de cet ensemble de phénomènes.

Les enseignants ont-ils perdu leur légitimité ?

Pour beaucoup d'élèves, la légitimité du professeur n'existe pas a priori ; il doit la construire. Avant de pouvoir « faire la classe », le professeur doit « faire l'école », c'est-à-dire réinstaurer les règles spécifiques à l'espace scolaire : ici, ce n'est pas celui qui crie le plus fort qui a raison, mais celui qui démontre le mieux ; ici, ce n'est pas la violence qui fait la loi, mais l'exigence de justesse et de vérité ; ici, on apprend avec les autres, etc. Or, le professeur se sent souvent seul pour incarner ces règles : à l'ère de la post-vérité, des *fake news* et de l'hégémonie du « clash », il n'a pas beaucoup d'alliés. Face à la surenchère d'approximations de toutes sortes à laquelle nos enfants sont exposés, il a souvent le sentiment que la société lui demande de faire le contraire de ce qu'elle fait elle-même et qu'on le somme de vider l'océan avec une petite cuillère.

Vous écrivez aussi que « l'obéissance est plus dangereuse que jamais ». Pourquoi ? Un minimum d'obéissance aux lois n'est-il pas indispensable au bon fonctionnement d'une société comme à celui d'une classe ?

La grande leçon des Lumières*, c'est que l'éducation a pour finalité première de former des êtres libres.

C'est la maxime de Kant* : « Ose penser par toi-même ! » L'obéissance aveugle n'est jamais une bonne chose. Or nos enfants sont très obéissants aujourd'hui, non pas à leurs parents ou à leurs professeurs, mais aux injonctions publicitaires, aux slogans des leaders d'opinion, aux gourous idéologiques ou religieux... Et, souvent, c'est au nom de cette obéissance qu'ils basculent dans l'incivilité ou la délinquance. Je voudrais qu'ils soient plus critiques et plus lucides à l'égard de ceux qui veulent les embrigader. C'est la finalité majeure de l'école de la République : « Résiste à toutes les emprises ! »

Il faudrait donc former les enfants à la désobéissance systématique ?

Non, bien sûr ! Mais les initier à l'intelligence des normes : qu'ils comprennent que les interdits autorisent – c'est pour que chacun puisse s'exprimer qu'on ne coupe pas la parole à quelqu'un – et que les lois protègent. Or il ne suffit pas de dire cela, il faut le faire découvrir. Les valeurs de la République ne s'imposent pas comme un catéchisme, disait Ferdinand Buisson. On en comprend la légitimité à travers les activités dans lesquelles on s'implique. C'est cela que visent les « méthodes actives » et que tentent d'expliquer ceux qu'on qualifie dédaigneusement de « pédagogistes ».

Beaucoup estiment que les réformes de l'Éducation nationale, et notamment la création des instituts universitaires de formation des maîtres, ont entraîné une baisse des savoirs. Qu'en pensez-vous ?

On cherche là des boucs émissaires faciles. La vraie leçon des évaluations internationales, c'est que la

France est championne du monde en matière d'inégalités. Notre système « produit » d'excellents élèves que le monde entier tente de nous « voler »... Mais notre pays abandonne une grande partie de ses enfants dans des établissements sinistrés où, malgré quelques heures supplémentaires, ils coûtent moins cher au contribuable que les élèves des établissements prestigieux de centre-ville : c'est là que se retrouvent la plupart des enseignants contractuels, vacataires et jeunes titulaires qui n'y font qu'un passage éclair. Il serait temps de prendre vraiment au sérieux la formule qui définissait, pour le ministre de l'Éducation Alain Savary, entre 1981 et 1984, l'éducation prioritaire : « Donner plus et mieux à ceux qui ont moins. »

On constate toutefois une baisse du niveau de l'expression écrite...

Ce recul de l'écrit est le plus préoccupant, car c'est un recul de la pensée, de l'exigence, de la créativité et de l'esprit critique. Mais, là encore, toute la société est concernée : en France, la répartition des écrits (livres, journaux, etc.) est encore plus inégalitaire que celle de l'argent. Il faut donc, partout – en famille, dans les loisirs, en entreprise –, réhabiliter le plaisir d'écrire pour pouvoir dépasser l'immédiateté de la pulsion, s'expliquer sereinement et à distance, approfondir les choses et lutter contre la superficialité et la fugacité. Alors, chiche : dès aujourd'hui, au lieu de nous énerver contre nos enfants, écrivons-leur, des lettres qu'ils pourront relire et auxquelles ils pourront peut-être répondre un jour. Des lettres qui attesteront de notre véritable autorité. ● **Propos recueillis par Laurence Moreau**